

Le musée à l'épreuve des thèmes sciences et sociétés : les visiteurs en public

Joëlle Le Marec, MCF,
Ecole Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines, Lyon

Les analyses communicationnelles des musées et des expositions ont été particulièrement nombreuses et fécondes sur le terrain des centres de culture scientifique et technique¹. En effet, ce type d'institution muséale ne tire pas sa justification culturelle des missions de collecte et de conservation traditionnellement dévolues aux musées, mais uniquement des missions qui impliquent un rapport de communication avec le public. Plusieurs dimensions du fonctionnement de ces institutions sont concernés : l'approche de l'exposition comme média, le fonctionnement du musée comme espace public, la circulation sociales des savoirs, qui s'ancre elle-même dans des problématiques de diffusion des sciences. Les niveaux auxquelles ces analyses sont appliquées sont très différents, depuis les interactions interpersonnelles au cours de la visite ou lors de la conception, jusqu'aux analyses qui restituent le fonctionnement du média dans des matrices culturelles historiques.

Nous allons tenter dans cet article de développer une des articulations possibles entre des analyses microsociales des situations de communication interpersonnelles, et la saisie du fonctionnement du média exposition comme espace public potentiel, dans ces situations elles-mêmes. Il s'agit en l'occurrence des situations de communication générées par la pratique de l'évaluation.

La pratique de l'évaluation : des situations contre modèle

L'ouverture en 1986 de la cité des Sciences et de l'Industrie répond à une volonté politique très forte dans toute la décennie 80, de mettre la science en culture², et en débat³.

Dans l'idéal, les deux objectifs vont ensemble. Mais leur mise en relation est profondément contradictoire. Dans un schéma classique qui fonde les représentations publiques des relations entre sciences, culture et société, ils sont subordonnés l'un à l'autre : les citoyens, une fois cultivés et informés pourraient participer aux débats de société qui mobilisent nécessairement des connaissances dans le champ des sciences et des techniques. Mais dans les faits, leur temporalité est exactement inversée : la mise en culture des sciences et techniques nécessite les temps longs qui sont ceux des apprentissages individuels et de la transformation des savoirs sociaux, alors que le débat sur orientations politiques qui mobilisent des données scientifiques et techniques revêt un caractère d'urgence parfois dramatique.

C'est pourquoi, selon nous, un établissement culturel à caractère scientifique et technique est condamné dès son ouverture, à gérer la tension entre le réflexe de déception qui se manifeste sur-le-champ, par anticipation presque – le schéma de principe est impossible à réaliser, l'évidence éclate dès que le projet s'incarne, chacun le savait déjà - et la reconstruction toute aussi immédiate d'un nouveau contrat entre l'institution existant concrètement à travers l'établissement, et une « société » composée d'une foule d'instances concrètes très hétérogènes : représentants des tutelles politiques, représentants des communautés scientifiques, et surtout, représentants du corps social, c'est-à-dire le public, effectif ou

¹Des chercheurs comme Davallon, Jacobi, Schiele, Rasse, ont ainsi ancré leurs recherches sur les musées et les expositions dans le champ des sciences de l'information et de la communication. Mon doctorat a fait l'objet de la première thèse en muséologie à être soutenue en sciences de l'information et de la communication.

² L'expression est devenue le titre d'un colloque international qui s'est déroulé à Montréal en 1994 à l'initiative de l'UQAM : « Quand la science de fait culture ». Voir Schiele et Koster, 1999.

³ Il s'agit de donner aux citoyens les moyens de participer aux choix de société qui ont une dimension scientifique, technique et industrielle (la santé, l'environnement, l'énergie, etc.), en leur donnant des ressources et des lieux pour s'informer et discuter.

potentiel. Ce nouveau contrat intègre un mixte de projets politiques d'une part, et de conditions de possibilités et de contraintes d'autre part.

L'activité des services d'évaluation s'inscrit dans ce contexte, exactement à l'articulation entre la gestion des contraintes et possibilités pragmatiques (on cherche à répondre à des questions telles que : comment fonctionnent les expositions de la cité des Sciences ? Quelles sont les pratiques que les visiteurs y développent ? etc.), et la volonté de concrétiser un modèle de communication, celui de la transmission, qui fonde l'action politique par l'existence même d'un outil de mesure des effets de cette action de transmission (Comment atteindre l'objectif fixé ? Comment modifier l'image des sciences ? etc.). L'évaluation est donc à la fois, dans le même temps, posée comme instrument de mesure des effets d'une action qui présuppose l'existence effective d'un modèle de communication linéaire institution/public, et comme moyen de découvrir et d'explicitier la nature des phénomènes de communication qui s'y déroulent effectivement, et qui s'inscrivent dans des logiques sociales plus larges que la volonté politique de l'institution.

Sa place et le sens de son action sont définis à la fois en amont de toute relation avec les visiteurs, puisqu'elle est un des éléments du dispositif destiné à asservir ces relations au schéma linéaire institution/public, et en aval des relations effectives, puisqu'elle met en œuvre des enquêtes destinées à observer, décrire, comprendre les relations entre institution et public. Cette double injonction est évidemment paradoxale, susceptible de bien des analyses. Mais elle permet aussi, par l'inconfort occasionné, de devenir attentif à la palette des situations qu'elle génère.

Du point de vue de la recherche, l'activité d'évaluation peut-être ainsi commentée sur un mode critique comme ne faisant que mettre à jour sous forme de résultats ce qui la fonde en sous-main en tant que dispositif institutionnel, et qui résout par trompe l'œil la tension contradictoire entre les principes et les phénomènes observables : l'évaluation présuppose en effet, par sa propre existence, un double rapport d'homologie d'une part entre les visiteurs et le public, et d'autre part entre le public et le corps social, double rapport qu'elle découvre ensuite grâce à l'enquête, et auquel elle donne alors statut de résultat. Mais on aurait tort de se contenter de mobiliser la pensée critique pour dénoncer cet effet de trompe l'œil, sans se poser la question de ce en quoi toute activité dépasse ou déplace nécessairement ses objectifs explicites. Dès lors que quelque chose - l'activité d'évaluation - advient effectivement et génère des communications sociales qui s'inscrivent dans la complexité des relations entre sciences, médias et sociétés, il est impossible de réduire ces communications sociales à des schémas prédéterminés, que ce soient les schémas normatifs de l'action politique qui les ont générés a priori, ou les schémas critiques construits en opposition aux schémas d'action et dénonçant ceux-ci a posteriori. Dire qu'une évaluation ne ferait que refléter la façon dont l'institution met en forme ses relations au public, c'est finalement céder exactement au même travers que celui que l'on dénonce : un processus se résumerait à n'être que ce qu'on a prévu qu'il soit, et par conséquent, la référence aux stratégies suffirait à expliquer des réalités observables, ou plutôt, rendrait facultative l'observation des réalités qu'elle a suscitées puisque cette référence les sous-tendrait irrémédiablement, en fondation.

Dans ce contexte, l'analyse de l'activité d'évaluation réserve des surprises intéressantes : en se situant très exactement dans les situations d'évaluation, c'est-à-dire, ni dans l'analyse organisationnelle de l'évaluation, ni dans l'analyse des résultats qu'elle produit, mais bien dans les communications précises qu'elle suscite lors des enquêtes, on peut saisir la situation d'évaluation comme une activation, très locale, du statut des visiteurs comme représentants d'un public potentiel au sens d'élément d'un espace public, et du statut des enquêteurs comme représentants d'une institution muséale fonctionnant potentiellement comme espace public. C'est dans cet entre-deux où des individus assument un statut de représentants pour les besoins de l'enquête, que les homologues visiteurs/public et professionnels/institution sont

effectives pour les individus qui parlent. Il est parfois dommage que le caractère intensément fragile et local de cette actualisation soit écrasé par sa généralisation abusive, et par conséquent la critique radicale qui s'en suit. Car il vaut la peine de relever que la situation d'enquête fait exister l'intention de communication entre une institution et un public pour des individus qui sont engagés dans cette enquête, tout en étant aux marges de ce qui se passe effectivement dans l'institution au moment où elle a lieu : l'enquête est tout sauf une technique neutre « qui ne fait que révéler » (révéler soit une réalité objective, soit un montage préfabriqué, selon le point de vue). Mais si l'enquête permet de créer la situation de communication effective dans laquelle des individus sont d'accord pour représenter l'institution, cela ne signifie pas que d'une manière générale, les visiteurs agissent en tant que membres du public, et que les professionnels de l'institution agissent dans l'intention de communiquer avec le public. La plupart du temps, concrètement, cela ne peut pas être le cas, il n'y a pas homologie directe entre le niveau d'une politique de communication qui mobilise des modèles linéaires, et le niveau des communications effectives. Simplement, dans certaines conditions, est anticipé un fonctionnement de l'institution muséale comme espace public potentiel : c'est donc une des dimensions du fonctionnement du dispositif muséal que d'être une possibilité toujours vivante et disponible, d'un tel espace public.

On peut dès lors poser une équivalence toute relative, communicationnelle, entre visiteurs et public, au moment de la construction du statut de membres du public dans des situations d'enquête préalable à la réalisation des expositions; dans la mesure où les personnes sont toujours interrogés alors qu'ils sont déjà visiteurs en train de visiter.

Enquête, représentation et communication

Les entretiens menés pendant six ans dans le cadre de la cellule évaluation de la direction des expositions à la cité des Sciences et de l'Industrie⁴, permettent en effet de voir que le statut de membre du public n'est pas une donnée naturelle.

Du point de vue de l'institution, et pour les besoins de l'enquête, tout visiteur est un représentant du public. Or, en prédéterminant cela, on masque un phénomène qui apparaît à l'analyse des études réalisées : on écrase sous le postulat de cette équivalence visiteurs/public ou bien sous sa critique radicale, les modalités dynamiques, et subtiles par lesquelles les visiteurs construisent (ou non) ce statut de membres du public. : il ne s'agit pas de remettre en cause un énoncé (les visiteurs représentent le public), mais d'en reconstruire la portée toute relative et contextuelle.

La construction du statut de membre du public : l'attribution de signification aux initiatives institutionnelles

Le statut de membre du public est par exemple très différent selon la nature du thème qui fait l'objet de l'entretien avec le visiteur (environnement, informatique, santé, littoral, ville, agriculture. Même s'il adhère très largement au statut de membre d'un public (mais ce n'est tout de même pas toujours le cas), le visiteur interrogé peut se positionner en tant que membre du public de l'institution de culture scientifique et technique, ou bien en tant que membre du public de l'ensemble des médias qui sont ensemble engagés sur une scène, ou

⁴Les résultats présentés ici sont issus d'un des chapitres de ma thèse de doctorat soutenue en 1996. Ils sont restés largement inédits. Cette thèse était elle-même une analyse de l'ensemble des évaluations préalables réalisées par la cellule Evaluation de la Direction des Expositions, que j'avais dirigée de 1989 à 1994. Il ne s'agissait nullement d'une synthèse, mais d'une relecture complète de l'ensemble du corpus, sur d'autres bases que celles de l'évaluation proprement dite. Voir Le Marec (J.). 1996. «Le visiteur en représentations : l'enjeu des évaluations préalables en muséologie ». Thèse de doctorat. Université Jean Monnet de Saint-Etienne.

bien encore en tant que membre du public d'un débat de société qui engage les institutions où se tiennent des paroles publiques, mais qui les dépassent.

Ainsi lors des enquêtes préalables, les visiteurs interrogés cadrent différemment la portée de la proposition dont ils sont « public » par anticipation. Celle-ci dépend de leur perception du sens de l'initiative qui consiste, pour un établissement culturel comme la Cité des Sciences et de l'Industrie, à proposer des expositions sur tel ou tel thème. Cette perception constitue moins un ressort caché de la logique des discours qu'une détermination presque volontaire des limites et du sens des discours. Nous avons repéré trois types d'attributions de signification à l'intervention institutionnelle que constitue le fait de soumettre un projet d'exposition sur un thème donné :

- l'exposition comme proposition de l'institution scientifique publique dans le champ médiatique,
- l'exposition comme ensemble de moyens pédagogiques dans le but de diffuser des connaissances,
- l'exposition comme intervention dans le champ de réalité déterminé par le thème, et destinée à orienter cette réalité ou à s'y inscrire.

Il n'y a lors de l'enquête préalable, pour les visiteurs, aucune détermination générale du traitement des thèmes qui viendrait du cadre préalable des missions du musée, ou de celui des objectifs des établissements de culture scientifique et technique, ou bien des thèmes, ou bien du genre culturel qu'est l'exposition. Les enjeux liés à la réalité des thèmes sont parfois plus forts que les enjeux liés à la réalité muséale ou à la réalité de la vulgarisation scientifique et technique. Par contre, cette réalité des thèmes est concurrencée par la réalité du traitement médiatique de ces thèmes. C'est d'ailleurs pourquoi les visiteurs interrogés en viennent à souhaiter, par contraste, que la Cité des Sciences et de l'Industrie ne joue pas ce jeu de la fabrication d'un champ médiatique qui viendrait de substituer à la réalité à laquelle réfèrent les thèmes, réalité rendue sensible par les problèmes multiples et graves qui la caractérisent.

Certains thèmes suscitent particulièrement l'une ou l'autre des interprétations. La santé se prête chez les visiteurs, à l'anticipation d'un traitement muséologique qui ferait contrepoint au discours médiatique. L'espace par contre se prête à l'anticipation d'une initiative pédagogique de diffusion des connaissances. La ville ou l'informatique suscitent particulièrement l'anticipation d'une intervention dans la réalité même recouverte par le thème : aider à socialiser l'informatique, contribuer à un débat sur les modes de vie dans la ville.

L'attribution de signification par référence au champ médiatique

La références aux médias sont nombreuses dans le cas de thèmes tels que "Santé" ou "Environnement" : la plupart des visiteurs ont eu l'occasion de les voir traités dans des journaux ou des émissions avec précisément le type de titre très général signifiant désormais un ensemble de problèmes générant des débats ("l'Environnement", "la Santé"). L'institution est cependant spécifiée dans le courant des entretiens, par rapport à ces autres médias : on cherche a priori en quoi elle se différencie.

Cette réaction apparaît très nettement dans l'enquête préalable sur le thème de la santé : c'est parce que la culture médiatique sur ce thème est très importante que la santé est directement abordée dans l'entretien par les personnes interrogées non pas sous l'angle d'un récit personnel (celui-ci est fréquent dans le cas du thème « Informatique »), ou bien sous l'angle d'attentes de contenu proprement dites, mais sous la forme de discours au second degré sur le positionnement de la Cité des Sciences par rapport aux autres instances médiatiques qui traitent déjà de ce thème.

En effet, le thème de la santé, abordé dans un contexte médiatique, a perdu toute autonomie : le discours possible apparaît avant tout, au stade des études préalables, comme un discours sur les discours sur la santé. Les personnes interrogées sur le thème de la santé dans les espaces d'expositions de la Cité des Sciences ne se sentent nullement engagées par rapport à des expériences personnelles. Dans un tel lieu public, au contraire, il y a fort peu de chances que des personnes parlent de leur propre rapport à la maladie et à la santé, hors toute situation où ce rapport est directement en jeu. Par contre, ce qui est en jeu dans les situations d'enquête, c'est à l'inverse le rapport de l'institution elle-même au thème, puisqu'elle y est déjà engagée, elle et non le visiteur. Or, le rapport de l'institution au thème ne saurait évidemment être un rapport de l'institution à la maladie et à la santé vécues : il ne peut être, en première analyse et pour les personnes sollicitées qui doivent obligatoirement construire un cadre dans lequel leur intervention a quelque chance de satisfaire à des exigences de pertinence, qu'un rapport à l'ensemble des discours publics, institutionnels et médiatiques, sur le thème de la santé. C'est pourquoi le thème véritable des entretiens sur la santé est la plupart du temps le thème des discours publics, officiels et officieux, sur la santé : leur sens, leur rôle, leur portée, leur usage.

Mais ce n'est pas en anticipant des similarités qu'est mobilisée la référence au modèle d'usage d'autres médias. Tout au contraire, c'est par opposition directe au traitement médiatique que l'exposition, comme mode de communication d'une institution publique non médiatique se voit attribuer un rôle spécifique dans le champ médiatique : tenir un discours « vrai » sur les prises de position médiatiques.

Le positionnement "sur" le débat médiatique

Le positionnement de la Cité des Sciences et de l'Industrie apparaît alors comme possiblement spécifique : supposée être instance publique au contact avec des lieux de production de savoirs scientifiques, elle est alors attendue pour tenir un méta-discours sur ces domaines, donner les moyens de démêler le vrai du faux sur ce qui est perçu comme étant des thèmes véhiculant des contradictions, des polémiques, et des discours offrant peu de garanties de vérité.

La Cité des Sciences bénéficie alors d'une ambiguïté quant à sa nature : lieu « proche » des lieux de production du savoir, et instance médiatique abordant des thèmes non spécialisés en faisant appel à des spécialistes, plus que des thèmes spécialisés à destination des non-spécialistes.

L'absorption du cadre institutionnel par le thème

Dans le cas du thème de l'automobile, il y a parfois identification quasi totale entre l'automobile et la communication publicitaire chez certains des visiteurs interrogés, au point que celle-ci peut apparaître, au simple énoncé du thème, comme le véritable enjeu et objet d'une exposition sur ce thème. Il y a alors déplacement de l'enjeu de l'entretien, qui revient constamment sur le problème du choix d'un thème de communication publicitaire par la Cité des Sciences et de l'Industrie.

Il est dès lors particulièrement intéressant de relever que l'un des visiteurs interrogés, celui qui dénonce la voiture comme étant une affaire de communication et de maniement de symboles, refuse d'imaginer ce que pourrait être une exposition à la Cité des Sciences sur ce thème : *"je ne vois pas franchement"*. Pour lui, contrairement à la plupart des autres visiteurs, l'automobile n'est pas un thème galvaudé qu'un traitement pourrait transformer. Ce thème a pour lui absorbé ses traitements, il est tombé dans le champ de la communication publicitaire, et il est dès lors dépourvu de signification de chercher comment il pourrait être traité

autrement. Il n'est guère surprenant que ce même visiteur ne manifeste pas un intérêt pour le thème lui-même, mais soit intrigué par l'initiative de l'exposition elle-même, qui engage entièrement l'institution dans la publicité, ou plutôt, qui fait disparaître l'institution en tant que telle puisque le système de la communication dont l'automobile sudétermine nécessairement l'initiative.

L'attribution de signification par référence au champ de la diffusion des sciences et des techniques

Dans le cas d'"Espace", le thème est identifié comme étant typiquement scientifique. Les personnes interrogées font alors une différence entre leurs propres intérêts et préoccupations, et ce que l'on attend d'un établissement de diffusion de la culture scientifique et technique : elles adhèrent d'avance, à un traitement pédagogique destiné à les faire entrer dans un domaine scientifique. Dans ce cas précis c'est l'institution qui, du fait du caractère scientifique du thème proposé, constitue le cadre limitant, différenciant et pertinent, pour anticiper la signification de l'initiative de l'exposition sur le thème de l'espace. Les visiteurs parviennent même, parfois, à transcender la situation où les place l'entretien : à la fois signifier que le thème sur lequel on les interroge ne correspond pas à un centre d'intérêt personnel *a priori*, mais endosser le statut de futur visiteur, membre d'un collectif d'ignorants qui adhère par principe à l'initiative de vulgarisation scientifique décidée à leur intention. "*Sortir un petit peu moins bête qu'on est entré*" exprime alors totalement tout à la fois la vocation de l'institution pédagogique, et le statut de visiteur-ignorant.

Dans ce cas, les visiteurs interrogés s'interdisent pratiquement d'anticiper quel sera le traitement du thème, cette passivité de principe participant du rôle – qui est devenu un véritable tabou en recherche - de la fameuse « page blanche » disponible pour tout ce qui aura été prévu, à commencer par le commencement.

L'exposition comme intervention dans le champ de réalité du thème

Dans les entretiens consacrés à certains des thèmes, l'institution est perçue comme un lieu où peut être en jeu le champ de réalité constitué par le thème. Le fait que l'institution propose une exposition contribue d'ailleurs à actualiser l'existence du thème comme champ de réalité.

L'initiative de l'institution, son projet de faire une exposition sur le thème, est alors un simple objet dans le champ de cette réalité dans laquelle elle s'engage et qu'elle peut contribuer, potentiellement, à orienter. On l'a vu, lorsque le thème est identifié comme scientifique ou bien comme relevant de la pédagogie des sciences et techniques, la Cité des Sciences est vue comme une institution pédagogique. Le thème y est un champ de connaissances et l'institution montre et diffuse ces connaissances par un discours *ad hoc*.

Mais lorsque le thème est un champ de réalité, la Cité des Sciences y est vue comme un opérateur de réalité. Ce qu'elle présente est *a priori* une parcelle de la réalité, et ce qu'elle dit est une parole qui s'inscrit dans cette réalité.

Deux types de thèmes suscitent ce type de réaction :

- Les thèmes à dimension environnementale, qui recouvrent des problèmes importants : "Environnement", "Littoral", dans une certaine mesure "Energies". Le projet d'exposition est considéré comme une volonté institutionnelle de faire quelque chose, et éventuellement, d'engager le public dans son initiative.

- les thèmes qui recouvrent des réalités vécues directement et intensément par des visiteurs : "Informatique", et "Villes". Le projet d'exposition est éventuellement considéré là aussi comme une volonté de faire quelque chose, à un niveau collectif et culturel pour orienter les choses dans le bon sens. Mais surtout, ce sont les visiteurs interrogés qui peuvent directement s'apprêter eux-même à intervenir dans cette réalité via l'institution qui s'y engage. Ils peuvent décider d'intervenir soit en prenant position sur le projet et en exprimant des attentes et suggestions en tant que "concernés au premier chef", usagers ou habitants dans le champ de réalités recouvert par le thème, soit en négociant directement l'enjeu des entretiens et en faisant valoir des prérogatives de "concerné au premier chef". Enfin, ils peuvent s'en remettre entièrement, dès l'entretien, au rôle que pourrait offrir l'institution à son public dans son intervention sur des problèmes dont la maîtrise elle-même pose problème ("Environnement", "Agriculture", "Littoral").

Les thèmes à dimension environnementale, qui recouvrent des problèmes importants

Dans le premier cas, il s'agit de thèmes qui recouvrent des problèmes importants très débattus dans les médias. Dans la mesure où l'on attend de la Cité des Sciences qu'elle se démarque des médias, l'initiative de faire une exposition sur un thème comme "Environnement", "Littoral", ne peut être assimilée d'avance à un autre son cloche, une voix supplémentaire dans le concert médiatique. *A minima*, comme on l'a vu plus haut, la Cité des Sciences peut se positionner dans le champ médiatique pour tenir un discours sur les discours.

On attribue donc une très forte intentionnalité *a priori* au projet de faire une exposition sur ces thèmes. Si la Cité des Sciences choisit elle aussi de traiter de ces thèmes, c'est qu'elle doit avoir quelque chose à apporter.

Or, l'idée d'un traitement pédagogique de ces thèmes comme champs de connaissances scientifiques est parfois inexistante, elle est littéralement dépourvue de toute pertinence : ces thèmes signifient des problèmes, et cette réalité est autrement exigeante et mobilisatrice que la découverte d'un aspect particulier de leur réalité que serait leur dimension scientifique.

Apparaît dans les entretiens l'idée que la Cité des Sciences puisse traiter la réalité même des thèmes en question. Cette perception s'affirme à travers des attentes très complémentaires pour :

- la vérité du contenu (à travers le traitement "total" de l'axe passé/futur, ou à travers l'état des lieux ou bien à travers la mise au jour du réseau des responsabilités)
- l'orientation prospective de l'exposition

Il s'agit là de deux attentes de base, qui traversent les entretiens réalisés pour la totalité des projets.

Il y a trois modèles mobilisés et attendus pour signifier la vérité du champ traité : l'axe passé/futur, l'état des lieux et le réseau des responsabilités. Dans les trois cas, l'attente de « vérité » s'exprime par une attente d'exhaustivité.

La vérité du contenu

Il ne s'agit pas tant de la vérité au sens de l'exactitude des informations délivrées, que du sens "utile" par rapport à l'ensemble d'un collectif de référence (la société), le plus large possible. La portée de l'information doit tendre vers une portée universelle à l'intérieur de ce collectif de référence. Par exemple, dans le cas de l'exposition "Environnement", il faudrait que celle-ci rende visible l'ensemble des responsabilités, chaque partenaire à sa place : l'Etat, les industriels, les gens. L'exposition appuierait ainsi l'engagement collectif global, modéliserait

d'une certaine manière la réalité sociale du thème au sein du "monde mondain"⁵ dont il relève. Le thème souffre en effet d'une sorte de déficit de réalité qui provient de l'extrême difficulté à percevoir une réalité globale complexe. Chaque problème particulier (la pollution des eaux, la déforestation, etc.), pour important qu'il puisse être, n'apparaît que comme un fragment illustratif d'un discours qui concerne une autre réalité encore que ce "simple" problème. Seuls quelques problèmes-clés à dimension planétaire ou universelle comme la couche d'ozone ou les déchets constituent des réalités à penser "en soi".

Le refuge des attentes dans des dimensions politiques et sociales du thème peut ainsi, fort paradoxalement, être interprété comme une attente profonde de "réaliser" ce thème de l'environnement, de le représenter dans ses dimensions "vraies".

Un autre modèle de la vérité des situations est l'explication de l'ensemble du champ auquel il est donné un sens. L'axe passé/futur est très fréquemment anticipé, quel que soit le thème, comme étant ce moyen de donner sens à l'ensemble du champ : *"On pourrait faire un historique, montrer qu'à un moment donné la pêche était essentiellement axée sur ce type d'animaux et de poissons et qu'au fur et à mesure de cette exploitation de plus en plus industrialisée, on est arrivé à une raréfaction telle qu'on est obligé d'arrêter et d'expliquer pourquoi, en particulier pour les jeunes"*.

L'axe passé/futur est également très sensible dans le thème de la ville : face aux pré-programmes, les visiteurs associent fréquemment les thèmes "l'invention des villes " et "l'explosion urbaine", le passé étant chargé de donner sens à la situation actuelle et de donner prise sur l'avenir : *"comprendre le passé et le futur des villes, ça va ensemble"*.

Enfin, comme dans le cas des projets "Energies" ou "Villes", la demande d'une exposition exhaustive est également l'envie de voir, dans un lieu précis et concret où l'on peut se rendre, tous les niveaux de perception d'un domaine particulier : l'exposition, curieusement, est perçue à ce stade préalable comme étant potentiellement l'univers entier et structuré du thème. "complète", "vaste", elle rassemble et donne sens aux informations que l'on trouve "dispersées" ailleurs. En un sens, l'institution se justifierait dans l'abondance des médias et des musées grâce à une vocation supplémentaire à un traitement "vrai" de l'information, anticipé comme étant un traitement total de l'information : la représentation est quasi sensible, elle transpose le sentiment d'une surabondance et d'une dispersion dans la figure d'un traitement cumulatif et intégrateur qui utilise et traite la totalité des données du champ. La non-présence d'informations y est aussi une forme de traitement de ces informations, car ces informations sont soustraites de ce qui constitue la vérité sociale du thème.

L'orientation prospective

L'orientation prospective combine la confiance dans les capacités des spécialistes et des scientifiques à voir déjà ce que nous ne soupçonnons pas encore, à voir devant, et la valeur d'usage toujours indéterminée de l'institution, douée d'une capacité *a priori* de produire des solutions techniques, sociales, culturelles, de créer une réalité susceptible de peser dans le champ de réalité existant. Trois types d'attentes prospectives se dégagent :

- "Qu'est-ce qu'on nous prépare pour demain"? ("Littoral")

Dans cette attente prospective, le monde de la recherche et le monde de l'industrie constituent ensemble le domaine d'activité où s'élaborent, à l'écart de la population, les futures conditions

⁵Selon l'expression de Michel Serres.

de vie de cette population, dictées essentiellement par des impératifs économiques. L'institution publique peut révéler ce que la recherche et l'industrie font dans le secret.

- Dans quel univers vivrons-nous? Dans quel univers vivront nos enfants demain? ("Villes nouvelles", "Informatique", "Automobile")

Dans cette attente prospective, la Cité des Sciences comme institution scientifique est créditée de la capacité d'entrevoir déjà ce qui n'est pas encore communiqué au public.

- Quelles sont les solutions possibles aux problèmes actuels?

L'attente du thème des solutions se confond fréquemment avec l'attente directe des solutions. Or, on a vu cette confusion est cependant caractéristique de certains thèmes. Dans le cas de "Santé", la possibilité même d'une telle confusion est impossible tant la distinction entre la santé et le discours sur la santé est une exigence qui fonde tout le discours des visiteurs. C'est lorsque des problèmes sont réellement en jeu à quelque degré, dans l'intervention de l'institution, que cette confusion prend son sens. Elle devient révélatrice de la valeur de réalité de l'intervention institutionnelle à l'égard des problèmes traités.

Les thèmes qui recouvrent des réalités vécues directement par des visiteurs

Dans le cas de thèmes recouvrant des réalités vécues directement par les visiteurs interrogés, la valeur de réalité de l'exposition est également une exigence de principe, mais cette fois, les personnes interrogées s'impliquent dans le commentaire du projet, soit pour faire des suggestions visant à accroître cette valeur de réalité, soit pour se positionner par rapport à ce projet en anticipant directement la valeur de réalité de l'acte de visite.

Certains thèmes sont ainsi critiqués par des visiteurs, qui réfléchissent à ce que pourrait être le vrai thème. Nous citerons deux exemples. Dans l'étude préalable sur l'automobile, nous avons déjà noté plus haut qu'un visiteur identifiant totalement le thème de l'automobile au thème de la communication publicitaire, refusait même d'imaginer la manière dont ce thème pouvait être traité par la cité : *"La cité doit informer mais c'est des banalités... je vous avoue que je ne sais pas trop, je ne vois pas... C'est sûr, on peut faire l'historique de l'automobile de manière interactive, mais au-delà du prisme de la communication tellement généralisée, il n'y aura pas d'originalité de toutes façons."* Par contre, il tente tout de même de faire une suggestion qui donne une valeur de réalité au projet d'exposition sur l'automobile : *"C'est sur le contenu qu'il faut mettre l'accent. Peut-être les automobilistes, à Paris, c'est dramatique"*. Cette personne propose de déplacer le thème et en propose un autre qui ne soit plus, comme la voiture, la référence automatique à la publicité. Ce faisant, elle cherche tout simplement à proposer de son point de vue un vrai thème.

La manière dont les visiteurs sont amenés à commenter la question du public de la future exposition est un indice de cette valeur de réalité de l'exposition dans le champ de réalité du thème. L'exposition sur l'automobile va ainsi toucher *"les usagers de l'automobile"* qui sont forcément nombreux dans le public de la cité. Le fait que l'on fasse cette exposition à la Cité des Sciences peut d'ailleurs être attribué pour certains au fait que l'on puisse ainsi toucher un grand nombre d'usagers et d'usagers potentiels de l'automobile, plus qu'à la vocation de diffusion de la culture scientifique de la Cité des Sciences : c'est par rapport au lieu concret comme espace public réel dans lequel évoluent des parties réelles de la population que l'impact de l'exposition est anticipé, plus que par rapport à la mission pédagogique ou culturelle de l'établissement.

Dans le cas de la deuxième phase de l'étude préalable sur la ville, face à la multiplicité des thèmes proposés et la difficulté à proposer d'emblée une cohérence immédiate à l'ensemble, certains y voient l'intention de *"toucher un public plus large, sûrement"*, car *"la ville concerne*

tout le monde". L'intention de toucher tout le monde est alors interprétée dans le sens d'une inscription plus forte dans le champ de réalité de la ville elle-même : en effet, si le programme semble bien amener le visiteur à penser que l'exposition est destinée à s'adresser à tout le monde, ce n'est pas parce qu'elle traduirait ainsi une vocation générale de l'institution pédagogique à favoriser l'accès de tous à la culture : c'est parce que le thème lui-même concerne tout le monde, ce qui est constamment répété.

"*Tout le monde*" est le monde des personnes qui existent au thème préalablement à l'initiative institutionnelle, et qui ont l'occasion d'être dans le lieu de la Cité des Sciences. C'est en ce lieu qu'ils peuvent croiser les intentions institutionnelles à l'égard du "tout le monde" dont ils font partie. Contrairement aux propositions structurées ou fortement pédagogiques, qui amènent les visiteurs sollicités à penser que le public visé est intégré à l'initiative institutionnelle car il est en quelque sorte propriété de l'institution (le public de telle exposition, son public), les thèmes vus comme des champs de réalité concernent un public qui est une fraction de la population préalablement existante au thème, et qui sera touchée par l'initiative institutionnelle, indirectement ou via son discours sur eux-mêmes.

Les implications du choix des thèmes de société par les institutions culturelles

Les visiteurs interrogés en préalable à la conception des expositions ont une autre vision que l'institution de la relation institution/public qu'ils sont chargés de préfigurer. Ce fait est en soi déstabilisant pour l'exercice serein des prérogatives institutionnelles. Il est délicat de ne pas recouvrir l'analyse des relations public/institutions avec une lecture de ces relations en termes de rapport de pouvoir. Il est difficile de sortir du cadre d'un parcours fermé entre la soumission du public à la vision de l'institution, et la soumission de l'institution à la vision du public, sous la pression de l'idéologie du marché. Les analyses communicationnelles sont moins « puissantes » que les analyses stratégiques dans la mesure où celles-ci s'inscrivent dans une vision dominante des rapports sociaux, très partagée par la plupart des acteurs sociaux.

Le constat du décalage entre la vision institutionnelle des relations institution/public et la vision des visiteurs interrogés n'est pas nécessairement la révélation d'un problème que l'on afficherait triomphalement à l'appui d'une vision critique du fonctionnement du champ culturel.

L'important est ailleurs : le décalage de vision entre les visiteurs interrogés en tant que membres du public, et les représentants de l'institution est finalement assez attendu ; il plus ou moins géré déjà, de manière implicite, car il est potentiellement destructeur de toutes possibilités de relation institution/public, mais il est aussi attendu comme moyen pour les uns et les autres de trouver place dans un contexte plus global que le fonctionnement institutionnel bouclé sur lui-même.

La vision qu'ont les visiteurs interrogés de la relation institution que nous étudions s'exprime, rappelons-le, préalablement à la naissance effective du projet. Elle s'ancre dans la contextualisation de l'action institutionnelle dans le champ de problématiques fondamentales telles que les relations homme/nature, ou la maîtrise par les hommes de leur propre destinée face à la puissance de logiques de développement aveugle. L'institution et les publics ne sont pas "simplement" affrontés dans un cadrage qui serait celui du musée existant *a priori* comme lieu de la représentation de ce qui se joue ailleurs, ou comme lieu de la reproduction des mécanismes de la structuration sociale.

Ils n'existent pas même en tant que *institution* et *public* d'une manière qui serait indépendante de ces problématiques : ils sont déterminés ensemble par ces problématiques au même titre que l'ensemble des institutions, et des individus. Leurs positions respectives et leurs responsabilités respectives sont *a priori* déterminées par la nature des sujets traités par l'institution, porteurs d'enjeux fondamentaux. Ceux-ci conditionnent la pertinence *a priori* de

l'action institutionnelle, et le mode de relation institution/public qui découle de cette pertinence.

Ce que les visiteurs disent des relations potentielles institution/public dessine l'existence potentielle d'un espace réel où sont activés les fondements anthropologiques non pas de l'imaginaire, mais du rapport à la réalité, grâce à la création potentielle d'un collectif dans un espace de la cité, collectif qui prend son sens et sa vocation à ce niveau-là, au-delà de son existence "simplement" sociale. On ne peut se satisfaire de la description d'un phénomène comme étant une somme de contraintes et d'opportunités. Un phénomène comme celui de l'environnement ne saurait se limiter à être un thème d'exposition, prétexte à ce que soit rejouée pour la millième fois la comédie des rapports sociaux et des "enjeux" de diffusion des sciences et des techniques. Il est potentiellement un champ de réalité pour lequel de nouveaux collectifs doivent être constitués. Il est potentiellement tel non pas parce que les visiteurs au stade préalable des entretiens sont d'incorrigibles naïfs, ou bien des enquêtés désireux de mettre en valeur la noblesse de leurs aspirations sans en assumer les conséquences concrètes, mais parce que l'institution apparaît potentiellement comme étant une zone sociale franche, encore et toujours à l'état de projet, dès lors que les thèmes qu'elle propose activent le besoin d'une prise en charge symbolique de l'avenir par un collectif nouveau, et que l'institution elle-même apparaît comme le moyen inédit et disponible pour assurer cette prise en charge non assumée par le fonctionnement social classique. A ce titre, le projet d'exposition joue comme la réactualisation permanente du projet, perpétuellement à venir, et toujours disponible en dépit du fait que l'établissement a déjà ouvert ses portes et concrétisé les modalités de relations avec son public, d'une institution fonctionnant sur le modèle d'un espace public dans le champ des relations entre sciences, public et société.

Bibliographie :

- J. Le Marec (J.). 1999. « Repenser la relation du musée à son public », p. 379-396 in *La Révolution de la muséologie des sciences* / sous la dir. de B. Schiele et E. Koster. Lyon : Presses universitaires de Lyon
- Davallon (J.). 1994. « Cultiver la science au musée aujourd'hui? » in *Actes du colloque de Montréal : Quand la science se fait culture*. Avril 1994. Montréal : éditions MultiMondes.
- Schiele (B.), Boucher (L.). (1989) « L'exposition scientifique : une manière de représenter la science », p. 406-424, in *Les représentations sociales*,/sous la direction de D. Jodelet. Paris : PUF.
- Rasse (P.). 1999. *Les musées à la lumière de l'espace public – histoire, évolution, enjeux*. Paris, L'Harmattan